

## Enseignement : gauche et droite, même combat ?

Article rédigé par *Jean-Michel Léost*, le 24 janvier 2017

**L’histoire montre que droite et gauche ont une même politique éducative, qui conduit irrésistiblement au déclin.**

La campagne des présidentielles en est encore l’illustration. Chacun lance sa formule-choc : « autonomie », « retour aux fondamentaux », « pédagogie innovante », « redistribution des moyens », « plus de maîtres que de classes », etc., mais se garde bien d’analyser les causes profondes de la crise de l’enseignement. Alors, gauche et droite, même combat ?

Quelques exemples suffisent à le démontrer.

Remontons à la loi Haby de 1975, instaurant « le collège pour tous », rapidement appelé « collège unique ». Il fut créé à l’initiative de Valéry Giscard d’Estaing, avec le soutien actif de la FEN, une fédération syndicale proche du Parti socialiste, devenue aujourd’hui le SE-UNSA. « *Collège unique, collège inique !* » criaient alors les plus lucides. En vain. Cette convergence entre la gauche et la droite s’est prolongée dans les réformes suivantes.

**Depuis des décennies, l’Éducation nationale subit l’influence de prétendus experts en éducation qui ont rarement mis les pieds dans une classe.** Des chercheurs en « sciences de l’éducation », d’innombrables rapports répandent la bien-pensance et le prêt-à-penser. Rue de Grenelle, ils font la pluie et le beau temps.

Fréquemment, un même homme occupe des postes importants sous toutes les majorités.

On a vu un ancien directeur de l’enseignement scolaire, sous Jacques Chirac, chargé de mission sur la réforme du lycée sous [Nicolas Sarkozy](#), devenir conseiller éducation auprès de Jean-Marc Ayrault, conseiller enseignement supérieur et recherche auprès de Geneviève Fioraso, Najat Vallaud-Belkacem, puis Thierry Mandon.

**[François Fillon](#), qui promet aujourd’hui une transformation radicale de notre système éducatif, est le même qui, dans sa loi de 2005, a introduit le socle commun de connaissances et de compétences, aujourd’hui nommé socle commun de connaissances, de compétences et de culture – sans abroger la calamiteuse loi Jospin de 1989, qui place l’élève au centre du système éducatif et se fixe comme objectif de conduire 80 % d’une classe d’âge au niveau du baccalauréat.**

Bien d’autres faits concrets confirmeraient qu’à quelques nuances près ou quelques formules propres à rassurer leurs électeurs respectifs, la continuité est de règle sous tous les gouvernements. Ainsi, on a beaucoup reproché à Vincent Peillon, en plein débat sur le mariage pour tous, **le soutien apporté par le ministère à la contestable « Ligne Azur »**. Mais son prédécesseur Luc Chatel en avait assuré la promotion dès 2010.

## Comment expliquer cette concordance ?

D'abord, par la mise en œuvre volontariste de la politique européenne en matière éducative. C'est l'Europe, résolument tournée vers le marché de l'emploi, qui a préconisé l'instauration des « *compétences clés pour l'éducation et la formation tout au long de la vie* ».

**Elle s'explique aussi par une communauté d'intérêts entre la pensée égalitariste et la pensée libérale.** Les uns trouvent dans la réforme un moyen d'imposer leurs lubies pédagogiques et de modeler les élèves selon leurs vues ; les autres, un moyen d'adapter l'enseignement aux besoins économiques. **Tous veulent créer, avant tout, des exécutants dociles.**

Parmi les candidats à la présidentielle, pour trouver une conception de l'enseignement qui ne cède pas aux pressions de la pensée unique, il faut lire les programmes de [Marine Le Pen](#) et de Nicolas Dupont-Aignan ou, à gauche, celui de Jean-Luc Mélenchon et, peut-être, de quelque candidat d'extrême gauche pour qui seul le savoir peut émanciper. À l'élection présidentielle de 2007, le candidat qui défendait la conception la plus sensée de l'enseignement s'appelait Gérard Schivardi, soutenu par le Parti des travailleurs...

Source : Boulevard Voltaire